

Traité sur le commerce des
armes
23, avenue de France
CH-1202 Genève
29 juillet 2020

Destinataires : Représentants des États Parties au Traité sur le commerce des armes.

Chers Représentants des États Parties au Traité sur le commerce des armes,

OBJET : PROJETS DE DÉCISIONS DE LA SIXIÈME CONFÉRENCE DES ÉTATS PARTIES POUR EXAMEN ET ADOPTION SELON UNE PROCÉDURE D'APPROBATION TACITE

DÉCISION 13 : MISE EN PLACE DU FORUM D'ÉCHANGE D'INFORMATIONS SUR LE DÉTOURNEMENT

1. Je fais suite à ma lettre du 10 juillet confirmant la décision de tenir la CEP6 en suivant une procédure écrite et de prendre les décisions selon une procédure d'approbation tacite, compte tenu de l'incertitude provoquée par l'épidémie de COVID-19, notamment sur la possibilité d'organiser de grandes réunions.
2. Je présente le projet de décision suivant aux États Parties au Traité sur le commerce des armes pour examen et adoption selon une procédure d'approbation tacite telle que définie au paragraphe 3 de la règle de procédure 41 du TCA, dans un délai de 20 jours à compter du 29 juillet 2020 et se terminant le 17 août 2020 :

Décision 13 de la CEP6

Les États Parties au Traité sur le commerce des armes :

- a. Mettent en place le Forum d'échange d'informations sur le détournement qui fonctionnera conformément aux Termes de référence inclus dans l'annexe A du rapport des Coprésidents du Groupe de travail sur la transparence et l'établissement de rapports aux États Parties et aux États Signataires sur la réunion informelle sur l'échange d'informations sur le détournement (figurant dans le document ATT/CSP6.DIEF/2020/CHAIR/632/Conf.DIEFToRs).
- b. Donnent mandat au Président de la CEP7 d'organiser la première réunion officielle du Forum d'échange d'informations sur le détournement dans les délais et le budget alloués pour les réunions du TCA en 2021, et conformément à ses Termes de référence.
- c. Décident de faire le bilan de l'utilité du Forum d'échange d'informations sur le détournement lors de la CEP8.

3. Si un État Partie accepte la décision proposée, cet État Partie doit garder le silence et aucune action n'est nécessaire.
4. Si un État Partie a une objection à la décision proposée, l'État Partie concerné doit transmettre en temps voulu une réponse écrite à mon intention par l'intermédiaire du Secrétariat du TCA à l'adresse info@thearmstradetreaty.org. La réponse écrite doit :
 - a. Identifier clairement la décision à laquelle s'oppose l'État Partie en insérant l'intitulé « Décision 13 : Mise en place du Forum d'échange d'informations sur le détournement » dans la réponse écrite ;
 - b. Spécifier clairement la nature exacte de l'objection.
5. J'examinerai l'objection en consultation avec l'État Partie concerné afin de parvenir à un consensus sur la décision.
6. En application du paragraphe 3 de la Règle 41 des Règles de procédures du TCA, à l'expiration du délai de la procédure d'approbation tacite, j'indiquerai aux États Parties, en tant que Président désigné, si une décision a été prise. Si la procédure d'approbation tacite est bloquée, j'en informerai les États Parties et l'examen de la question sera reporté à la prochaine session ordinaire de la Conférence, à savoir la septième Conférence des États Parties (CEP7) au TCA.
7. Si la décision est adoptée selon la procédure d'approbation tacite, elle sera intégrée dans le rapport final de la CEP6.
8. Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma très haute considération.

Veuillez agréer mes salutations distinguées,



Ambassadeur Federico VILLEGAS

Président désigné : Sixième Conférence des États Parties au TCA
